

Douze sites Seveso répartis à travers toute l'île

Selon leur activité, ils feront l'objet d'un classement seuil bas - risque important - ou seuil haut - risque majeur. Une différence qui se traduit aussi en termes de contraintes réglementaires du Vazzio à l'Arinella. Tour d'horizon

Après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen lors duquel 5253 tonnes de produits chimiques sont parties en fumée, le gouvernement vient d'annoncer un durcissement de la réglementation en vigueur dans l'ensemble des sites industriels classés Seveso. "Le gouvernement, par le biais du ministère de la Transition écologique, va demander dans les heures qui viennent à l'ensemble des dirigeants des sites Seveso d'effectuer des contrôles de sécurité, de manière à nous assurer que l'ensemble des installations sont bien en sécurité", a indiqué Sibeth Ndiaye, porte-parole de l'exécutif. Avant d'ajouter: "Charge aux industriels de vérifier la conformité de leurs installations, notamment en matière de risque incendie" et "dans les meilleurs délais".

À travers l'île, aujourd'hui, il existe douze établissements dits Seveso. La moitié d'entre eux sont en "seuil bas", autrement dit présente, en dépit d'une faible probabilité, un risque d'accident important. "Les quantités de matières dangereuses contenues dans ces installations sont moins importantes que dans les établissements soumis à autorisation avec servitude", précisent les services de l'Etat.

Cette configuration est en adéquation avec une réglementation nettement moins contraignante. "Ces équipements ne font l'objet ni de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ni de servitude d'utilité publique (SUP). En outre, le plan particulier d'intervention (PPI) n'est pas obligatoire", détaillent-ils.

Dans la liste des exemptés figurent ainsi les dépôts pétroliers d'Ajaccio-Vazzio et de Lucciana, dont la capacité de stockage de produits pétroliers raffinés, de produits chimiques, d'additifs et de colorants s'élève respectivement à 19000 m³ et 19100 m³; la centrale thermique du Vazzio qui fonctionne au fioul lourd stocké sur place et qui est approvisionnée également par une canalisation terrestre.

Mesures de prévention

Il y a également le site de stockage de la Marana, l'ancienne centrale thermique de Lucciana, la nouvelle centrale Engie Lucciana, alimentée par du fioul léger stocké sur place et dont l'approvisionnement est assuré par bateau et par une canalisation de type "sea-line" raccordée à une canalisation terrestre.

Sur six autres sites insulaires, en revanche, les mesures de précautions à prendre sont plus sévères. La probabilité qu'un accident survienne est faible toujours, mais la gravité de celui-ci sera majeure. Alors, on raisonne crescendo en termes législatifs et réglementaires aussi. D'où le classement "Seveso seuil haut". "Ils exigent une autorisation avec servitude. Ils mettent en œuvre ou stockent des substances dangereuses et sont assujettis à l'élaboration d'un PPRT ou de Sup, dès lors que les risques présentés sont susceptibles d'impacter l'extérieur du site. Ces documents viennent s'ajouter un PPI réalisé par l'Etat", poursuit-on.

En Corse-du-Sud, ces dispositions s'appliquent aux installations de réception, de stockage et de dis-

tribution de gaz de pétrole liquéfié -GPL- d'Engie implantées dans le quartier du Loretto à Ajaccio. Auparavant, le GPL est arrivé par bateau et a été acheminé jusqu'aux cuves grâce "à une canalisation sous marine dénommée "sea-line" raccordée à une canalisation enterrée qui traverse l'agglomération d' Ajaccio. Ce dépôt assure l'alimentation en air butané de l'ensemble du réseau de la ville d' Ajaccio, ce qui correspond à 20000 clients", relève la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Corse.

"Seuil haut" aussi pour Antargaz au Ricanto où un stock de butane ainsi que du propane et où on procède au remplissage de camions-citernes et autres bouteilles.

Même matière dangereuse manipulée et même niveau de classement en Haute-Corse. Le seuil Seveso le plus élevé est en vigueur à Bastia à l'Arinella où se situent les installations de réception, de stockage et de distribution de GPL d'Engie, chez Butagaz à Lucciana, au lieu-dit Pineto où s'effectuent la réception, le stockage du GPL ainsi que le remplissage de camions-citernes et bouteilles.

En dépit de toutes les précautions prises, à Ponte Leccia, sur la commune de Morosaglia, les autorités compétentes raisonnent aussi en termes d'accident "majeur" compte tenu de la présence de Corse Expansif, spécialisée dans la fabrication d'explosifs.

La structure s'organise autour d'un bâtiment ou plutôt d'une unité de stockage du fuel nitrate et d'une galerie indépendante, distante de plus de cent mètres et creusée à flanc de montagne où sont fabriquées les charges explosives. Elle sera soumise à des mesures de prévention très onéreuses comme le dépôt d'explosifs de la base militaire de Solenzara.

"Pour tous ces établissements, les plans de prévention des risques technologiques ont été approuvés entre 2015 et 2017. Celui d'Antargaz le sera en 2020", précisent les services de l'Etat.

Ce sont eux qui se sont attelés à la rédaction du texte "destiné à faciliter la maîtrise de l'urbanisation autour des sites Seveso seuil haut. Il permet également de limiter les effets d'accidents susceptibles de se produire dans ces installations et, par conséquent, d'avoir des incidences sur la salubrité, la santé et la sécurité publique."

Confinement

Sur le terrain, la procédure viendra à "délimiter des zones dans lesquelles des mesures foncières sur l'urbanisation existante sont possibles, entre autres expropriation et délaissement puis à prescrire des mesures de protection des populations face aux risques encourus, à définir un certain nombre de recommandations afin de renforcer la protection de ces populations et, enfin, à délimiter des zones à l'intérieur desquelles la réalisation d'aménagements ou de constructions nouvelles est interdite ou bien conditionnée au respect de prescriptions", explique l'administration. À proximité d'un site Seveso seuil haut, on ne vit pas forcément comme ailleurs non plus. Les riverains pourront être amenés à réaliser divers travaux de protection de

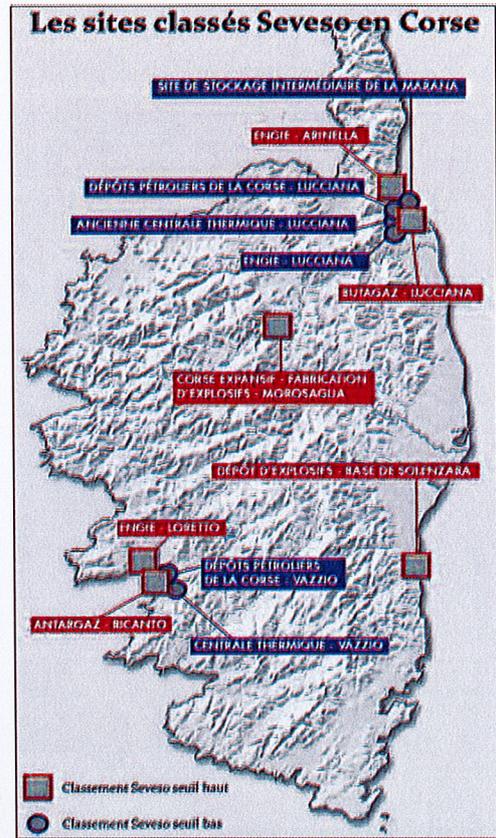
leurs habitations. Il s'agira de changer de vitrage, par exemple, de revoir l'étanchéité, l'isolation thermique des toitures, de prévoir un local de confinement. Le financement de ces aménagements est défini par une convention tripartite passée entre l'Etat, l'industriel et les différentes collectivités concernées.

En cas de problème, l'exploitant devra aussi activer son POI ou plan d'opération interne. Lorsque l'accident industriel, compte tenu de son ampleur, dépasse l'enceinte du site, le plan particulier d'intervention (PPI) des services de l'Etat est déclenché. "Il s'agit, en réalité, d'une déclinaison du plan Orse (organisation de la réponse de sécurité civile). Ce plan indique la marche à suivre concernant l'organisation des secours lorsque l'accident survient dans une installation est de nature à affecter les populations et l'environnement", estime-t-on.

On se prépare au pire en théorie mais aussi en pratique. A ce stade, la méthode se fonde sur des exercices de simulation d'accident. Grandeur nature toujours. Ainsi, chaque année, un exercice de sécurité civile est organisé en inter-services. Le dernier en date remonte à mai 2019. Il a eu pour décor la Corse-du-Sud et le site d'Antargaz-Finagaz. La périodicité de ce type d'opération est fixée à cinq ans, exception faite des installations classées avec servitude, où elle est ramenée à trois ans.

Chaque séquence a valeur de test s'agissant de la procédure de déclenchement de l'alerte, du mode de fonctionnement du centre opérationnel départemental en préfecture, de la capacité de chacun à évaluer l'aspect technique de la situation ou encore la rapidité de la mise en œuvre de contre-mesures. Le plan de circulation, la sauvegarde des populations et la communication seront également évalués.

Il restera ensuite à tirer les enseignements de la catastrophe fictive et tracer des pistes d'amélioration. **VÉRONIQUE EMMANUELLI**



Une nouvelle station de gaz au Loretto

Le système de classement devrait être révisé sur le site d'Engie dans le quartier Loretto à Ajaccio en 2021. L'évolution coïncide avec la mise en route par Engie d'une nouvelle station de gaz dont le fonctionnement prendra appui sur deux cuves de 2500 m³ chacune, cofrées dans du béton et logées dans la falaise. En parallèle, le propane liquide remplacera le butane liquide. Les deux cuves blanches existantes seront quant à elles "inertées", avant d'être démantelées.



Deux nouvelles cuves de 2 500 m³ contiendront du propane liquide. / PHOTO EMILIE RAGUZ

Dans cette configuration la zone Seveso "seuil haut" mise en place sur un rayon d'un kilomètre sera restreinte de manière sensible. Ce qui reviendra à contenir le risque majeur dans le périmètre de la station. De quoi rassurer les 5 000 riverains du site. Un chantier dont le coût s'élève à 106 millions d'euros pour Engie.